

Politiques économiques

Prolongement du cours de macro. Compléments pour comprendre les mécanismes :

- **Politique budgétaire** (relance budgétaire ou austérité budgétaire, quels impôts augmenter ? quels effets ? quels impôts baisser ?). Qu'est-ce que c'est un Etat qui fait faillite ? Un Etat peut-il faire faillite ?
- **Politique monétaire**. Pourquoi la BCE est méchante ?
- **Politique de redistribution** : état des lieux des inégalités en France, pourquoi redistribuer ? comment redistribuer ?

Chapitre 1 : Objets de la politique économique

4 variables économiques se sont imposées comme principales cibles de la politique économique :

- La croissance du PIB
 - Le chômage
 - L'inflation
 - Equilibre de la balance extérieure (ne pas être déficitaire par rapport à l'extérieur, au monde)
- **Carré magique de Kaldor.**

1.1. Objectif 1 : le plein emploi

1.1.1. Justifications : Pourquoi faut-il lutter contre le chômage ?

- **Coûts économiques du chômage** en termes de gaspillage des ressources (ressource travail).
Le plein emploi permettrait une production et donc un revenu + élevé.
Remarque : en France, chômage de masse persistant.

Si on a 8% de chômeurs, 92 personnes travaillent et créent des richesses. Le revenu des chômeurs = une part des richesses créées par les 92 personnes. Avec 96 personnes qui travaillent, il y aurait plus de richesses.

Eurostat : écart de niveau de vie entre Fr et USA (revenu moyen corrigé par le coût de la vie) : un Américain a un niveau de vie de 35% supérieur à un Français. → Une des raisons : car le chômage est plus faible. On est à 8%, ils sont à 4%.

- Les **coûts sociaux** (revenus + faibles pour les chômeurs) et **psychologiques** (mal-être, taux de suicide du chômage).

France : taux de mortalité de suicide de la France : 13,2 pour 100 000 habitants.

On est au-dessus de la moyenne européenne qui est à environ 10. Pour info, le taux de mortalité par suicide en Lituanie est de 28 pour 100 000.

Pays où on se suicide le moins : Chypre, Grèce.

Observatoire national du suicide : en France, le taux de mortalité par suicide 2x plus élevé chez les chômeurs.

Etude de 2015 : relation entre taux de chômage et suicide : quand le chômage augmente de 10%, le taux de suicide augmente de 1,5%. Selon le Ministère de la santé : travail = « protection » face au suicide.

1.1.2. Limites du chômage

Il faut lutter contre le chômage MAIS il y a 2 limites à l'objectif de plein emploi :

- Le fait que chaque individu dispose d'un emploi ne garantit nullement qu'il soit **utilisé au mieux de ses compétences**. Si on nous trouve un boulot qui ne correspond pas à nos compétences -> gaspillage de ressources + mal-être. Dans les anciens pays communistes, il y avait un taux de chômage nul (tout le monde prenait un boulot même s'il était décalé par rapport aux compétences des gens).
- Il existe un **chômage incompressible** de nature volontaire lié au temps de recherche d'emploi. Serait-il optimal pour les individus de prendre le 1^{er} emploi venu ? Il y a en permanence des gens qui perdent leur boulot, recherchent un emploi.

1.2. Objectif n°2 : La croissance

Le taux de croissance économique est mesuré par le pourcentage de variation annuel du PIB en volume (pas en valeur, l'inflation n'est pas perçue positivement).

1.2.1. Justifications

La croissance améliore le revenu national. Une croissance positive signifie un + grand gâteau à se partager. 2 000 milliards € : gâteau que les Français se sont partagés. Croissance négative = + petit gâteau. Problème : rien n'est dit sur la répartition du gâteau. Comment les fruits de la croissance sont répartis ? Est-ce que la croissance profite à tous ?

2 remarques par rapport au problème du partage des fruits de la croissance :

- La croissance tend à **réduire la pauvreté**.

2 études :

- Dollar et Kraay en 2002 : « Growth is Good for the Poor » (Journal of Economic Growth, 2002). Analyse de la relation entre le PIB/hab (le revenu moyen) et le revenu moyen du quintile les plus pauvres (le revenu moyen des 20% les plus pauvres). On voit une relation croissante. Revenu/hab plus élevé quand il y a de la croissance. → La croissance profite aussi aux pauvres.
- Dollar, Kleineberg et Kraay « Growth Still is Good for the Poor » (European Economic Review, 2014). Ils comparent les taux de croissance. Analyse de la relation entre la croissance du PIB/hab et la croissance du revenu moyen des deux quintiles les plus pauvres (les 40% les plus pauvres). Résultat : relation positive dans les mêmes proportions. En moyenne, le revenu moyen des 40% les plus pauvres augmente à la même vitesse que le revenu moyen.

1 chiffre : L'évolution du nombre de pauvres dans le monde. *La Banque mondiale définit le seuil d'extrême pauvreté à 1,9\$ par jour et par personne. En 1990, il y avait dans le monde 1,9 milliard de personnes pauvres. En 2018, il y en avait 650 millions. 52% de pauvres en 1981, 36% de pauvres en 1990 et 9% en 2018.*

Graphique de Our World in Data. -> Asie de l'Est : pauvreté a énormément augmenté, région du monde où la croissance a été forte. 66% de pauvres -> 2,8% aujourd'hui en Chine.

1 illustration : anecdote de Schumpeter : la croissance favorise surtout les pauvres.

- 2^e remarque : L'observation montre que **la croissance favorise le bien-être** en permettant un plus grand confort matériel, de meilleures infrastructures en matière de santé, d'éducation, de transport et d'une plus grande espérance de vie.

Pour le plus grand confort matériel, la meilleure preuve est l'observation des pays riches (qui ont eu une forte croissance) et des pays pauvres (qui ont eu une croissance moins forte).

Le nombre de voitures pour 1000 habitants en France : 600. Ouganda : 13 et Maroc : 91.

Pourcentage d'individus qui utilisent Internet (2019) : Allemagne : 88%, France : 83%, Centrafrique : 4%, Sénégal : 30%.

Santé : étude de Timothy J. Hatton. Taille des gens. 10 cm gagnés en 120 ans en moyenne dans les 3 pays européens étudiés. Qu'est-ce qui augmente la taille des gens ?

- ⇒ Les facteurs génétiques mais aussi les conditions de vie pendant l'enfance.
- Alimentation a changé, s'est améliorée
- La **santé**.

Meilleure santé car il y a eu de la croissance.

Comparaison Corée du Nord et Corée du Sud. Nord-Coréens : 3 à 8 cm plus petits que les Sud-Coréens.

Dernier exemple : mortalité infantile. Pour 1000 naissances, combien d'enfants de moins de 1 an sont morts ? France : de nos jours : entre 3 et 4. En 1740 : 300.

1.2.2. Les limites

Limites à **court terme** :

- A court terme, la croissance contredit 2 des autres objectifs du carré magique.
 - Une forte croissance implique une augmentation de la demande qui génère des pressions à la hausse sur les prix, d'autant plus forte que l'économie atteint le plein-emploi des capacités de production. La croissance peut provoquer de **l'inflation**.
 - Une forte croissance signifie des achats plus importants en matières premières et biens de consommation dont une partie est importée. Donc elle augmente les importations et a ainsi un **impact négatif sur l'équilibre de la balance extérieure**.

Limites à **long terme** :

- La croissance repose sur une exploitation de plus en plus intensive de **ressources naturelles** qui sont largement non reproductibles. En d'autres termes, la croissance ne serait pas

durable. On peut dire qu'une croissance est durable si elle vaut pour le présent et le futur. Cet argument doit cependant être tempéré par le fait que les marchés incitent à utiliser de façon efficace les ressources. Si les ressources se raréfient, leur prix va augmenter, ce qui va créer des incitations à leur trouver des substituts.

2 effets si le prix augmente :

- Rendre rentable l'exploitation de certains gisements.
- Utilisation du pétrole sera moins intéressante.

Cours du 23 septembre 2021

- La croissance en termes de coûts vis-à-vis de l'**environnement**. La croissance a des coûts en termes d'atteinte à l'environnement : réchauffement climatique, déchets...
 - Réchauffement climatique : quand on produit bcp de richesses, on génère du CO₂.
Rapport du GIEC : augmentation de la température de la planète de 1,5 degrés dès 2030.
Relation croissante entre le PIB/hab et le niveau des émissions de CO₂/hab. Il y a une relation positive entre le revenu/hab et les émissions de CO₂/hab.

Quelques mots sur la **décroissance** :

- La décroissance = **arrêter de vouloir produire plus, voire produire moins**. Le coût de la croissance excède les bénéfices.
Qui a dit ?
« L'heure est venue d'accepter une certaine décroissance dans quelques parties du monde, mettant à disposition des ressources pour une saine croissance en d'autres parties »
Le Pape François.
- **Conséquences** de la décroissance : Une croissance nulle signifie un gâteau qui n'augmente plus. Certains évoquent le fait qu'**on peut répartir de manière plus équitable**. 3 remarques :
 - **Même si on répartit de façon plus équitable le gâteau, il n'est pas sûr que le gâteau actuel suffise à satisfaire les individus.** *Revenu moyen serait de 2000€ par mois. Les 10% des salariés les mieux payés : 3600€ par mois. Si on prend le patrimoine total des Français, on aurait un patrimoine de 171 000€ par individu. S'il n'y a plus de croissance et qu'on répartit équitablement, chacun a 2000€ de salaire par mois et 171 000€ de patrimoine.*
Si on distribue le PIB mondial : chaque être humain aura 900€ par mois.
 - La décroissance, en répartissant de manière plus équitable le gâteau, peut avoir un **caractère désincitatif**, qui réduit la taille du gâteau, ce qui peut entraîner un appauvrissement général.
 - Une fois que le revenu sera réparti de façon plus équitable, la décroissance signifie un **niveau de vie qui resterait constant**, générations après générations.

Que penser alors de la décroissance ?

Le point majeur à comprendre est qu'il faut déconnecter l'augmentation du revenu moyen de l'augmentation des émissions de CO₂ par habitant. **Il faut produire plus de richesses sans augmenter les émissions de CO₂. 3 pistes :**

- Favoriser le développement de **technologies propres**, en particulier dans les pays en voie de développement.

- Favoriser la croissance du secteur des services. Une sorte de remplacement de l'industrie par les services.
- Il faudrait produire autant de richesses mais avec beaucoup moins d'émissions de CO2. Favoriser l'utilisation d'énergies non fossiles en dépit de leurs inconvénients.

Qui a dit ?

« Dans un monde en forte expression démographique, la décroissance signifie l'appauvrissement général » -> Arnaud Montebourg, ancien député socialiste, 7 décembre 2019

Qui a dit ?

« La croissance c'est plus de bien-être pour les hommes et les femmes de ce pays », Marie-Georges Buffet, 19 août 2004

Ce n'est pas une obsession de capitalistes mais aussi de pays pauvres.

1.3. Objectif n°3 : la stabilité des prix/ une inflation faible

1.3.1. Justification

Pourquoi lutter contre l'inflation ? En raison des coûts de l'inflation.

Les 5 coûts de l'inflation :

(Coût évident : si les salaires ne sont pas indexés, il y a une baisse du pouvoir d'achat.)

- La redistribution arbitraire de la richesse, au détriment de ceux qui ont des revenus non indexés sur l'inflation (càd les épargnants et les prêteurs) et au profit de ceux qui ont des dettes non indexées sur l'inflation (les emprunteurs). L'inflation distribue la richesse des prêteurs vers les emprunteurs.
Ex : Au 23 septembre 2021, Yannick fait un prêt de 1000 euros à Sandrine pour acheter une télévision à 1 an. Taux d'intérêt : 5%. Taux d'inflation : 2%. Yannick gagne 3% (taux d'intérêt réel). Manque de chance, il y a une inflation. Taux d'inflation : 50% en 2022. Yannick est perdant : il a prêté de quoi acheter une télé et maintenant on lui rembourse de quoi acheter un tiers d'une télé. Sandrine est gagnante car elle doit rembourser moins en pouvoir d'achat.
- Elle réduit la compétitivité des produits domestiques. La hausse des prix domestiques rend les produits domestiques moins compétitifs sur le marché international. Elle entraîne donc une baisse des exportations et dégrade la balance commerciale.
- L'inflation a un coût direct lié aux opérations matérielles de changement des prix. Ce coût est particulièrement vrai pour l'hyperinflation (au moins 100%).
Hyperinflation :
En 1984, en Israël, l'inflation a été de 445%. Un café à 1€ coûte l'année suivante 5,45€.
Argentine, de 1960 à 1994, taux d'inflation de 127%.
D'après les derniers chiffres sur le Venezuela, en 2018, l'inflation a été de 400 000%. Prix multipliés par 4000. Taux d'inflation : 10 000% en 2019 et 3000% en 2020. Le 5 août 2021, on a annoncé qu'on enlève 6 zéros à la monnaie actuelle. 14 zéros enlevés en 16 ans.

Zimbabwe en 2008 : inflation de 231 millions de % (prix multipliés par 2 millions) : les prix doubleraient toutes les 24h.

Hongrie : en 1945 : les prix doubleraient toutes les 15 heures.

Réimprimer les cartes des restos avec les prix par ex.

- L'inflation fait prendre de mauvaises décisions économiques en raison de **l'illusion monétaire**. L'illusion monétaire consiste à prendre en compte les valeurs nominales et non les valeurs réelles. Valeur nominale : c'est ce qui est marqué. Valeur réelle : ce qui prend en compte vraiment l'évolution de mon pouvoir d'achat.
Taux d'intérêt nominal – taux d'inflation = taux d'intérêt réel.
En l'absence d'inflation, les valeurs nominales sont égales aux valeurs réelles.
Ex : Prenons le cas du livret A (taux d'intérêt de 0,5%). Le taux d'inflation en 2020 : 0,5%. En 2020, le taux d'intérêt réel est de 0%.
En 1981, taux d'intérêt nominal du livret A : 8,5%. Taux d'inflation : 13,4%. Taux d'intérêt réel : - 4,9%.
- **L'inflation peut s'auto-développer et s'entretenir**. L'idée ici est que l'inflation observée dépend de l'inflation anticipée. Phénomène auto-réalisateur. Quand les agents économiques anticipent de l'inflation, ils s'efforcent d'obtenir des hausses des salaires nominaux qui compensent leur perte anticipée de pouvoir d'achat. Cela a pour conséquence d'entraîner une augmentation des prix comme les entreprises répercutent les hausses des salaires nominaux sur les prix pour maintenir constante leur marge. Conséquence : l'inflation s'auto-entretient.

Remarque :

6^e justification : Le risque **d'instabilité politique** généré par l'inflation : les peuples se sont beaucoup plus révoltés contre l'augmentation des prix et beaucoup moins pour le chômage car ce dernier touche qu'une part de la population. Dès lors, une forte inflation peut engendrer une instabilité politique comme une révolution. Ex : La France au 17^e et 18^e siècle où il y a eu une forte hausse du prix du blé (1775, 1788, 1799, 1812, 1829, 1849). Les années de fortes inflations ont souvent été suivies par un changement de régime en France.

Printemps arabe : pourquoi en 2011 et pas avant ou après ? Les prix des matières agricoles avaient fortement augmenté les années précédentes.

Cours du 29 septembre 2021

1.3.2. Limites de lutter contre l'inflation

- **Certains coûts de l'inflation peuvent être contestés**. Ex : redistribution arbitraire : difficile d'identifier le coût pour un pays car il y a des gens qui gagnent et d'autres qui perdent ->
 - Jeu à somme nulle de manière agrégée.
 - On peut en réduire une grande partie à travers des prêts à taux variable. En dehors de la France, le type de prêt le plus courant : celui à taux variable qui varie avec l'inflation.

Coût direct (changer les étiquettes) : coût significatif uniquement en période d'hyperinflation.

- Selon la courbe de Phillips, **réduire l'inflation signifie au moins à court terme une augmentation du chômage**. Il a constaté que les pays avec peu d'inflation -> bcp de chômage et les pays ont il y a bcp d'inflation -> peu de chômage. **Arbitraire entre chômage et inflation.**

Années 70's : France : inflation ET chômage qui a augmenté -> contestation de la courbe de Phillips. Certains économistes comme Mankiw sont d'accord avec la courbe de Philipps.

Une chose est claire : l'hyperinflation est clairement une source de perte.

1.4. Objectif n°4 : l'équilibre de la balance extérieure

1.4.1. Définitions

3 balances :

- **Balance des paiements courants = exportation de biens et services – importation de biens et services + revenus reçus du reste du monde – revenus versés au reste du monde.**

Exportation de biens et de services – importation de biens et services : c'est la balance commerciale.

Négatif : quand l'argent sort du pays. Importation : ça sort de l'argent du pays.

Ex : oncle d'Amérique qui est généreux et nous envoie de l'argent en France : revenus reçus du reste du monde.

Ex : Erasmus à Kaboul -> nos parents nous envoient de l'argent de France -> revenus versés au reste du monde.

- **Balance des capitaux = emprunts à l'étranger des résidents français – prêts à l'étranger des résidents français + placements financiers en France des non-résidents – placements financiers à l'étranger des résidents français**

Si j'emprunte, balance positive car on fait entrer de l'argent.

Si une banque française prête, balance négative car on fait sortir de l'argent.

Placements financiers en France des non-résidents : achat d'entreprises françaises par des pays étrangers. Ex : PSG racheté par le Qatar.

Placements financiers à l'étranger des résidents français : balance nég car l'argent sort du pays. Ex : un Français qui achète une entreprise en Chine.

- **La balance des paiements globale : somme des 2 précédentes = balance des paiements courants + balance des capitaux**

Tt ce qui rentre – tout ce qui sort du pays.

Dès lors, la balance des paiements globale est égale à la variation des réserves de change. Si la balance des paiements globale est positive, cela signifie que la différence entre les versements reçus du reste du monde et les versements versés au reste du monde est positive. Donc, les agents résidents ont accumulé des devises. Les réserves de change du pays augmentent alors et

inversement, un déficit de la balance des paiements globale entraîne une ponction sur les réserves de change (on a de moins en moins de devises étrangères).

Ex : 2 pays sur la planète : USA et Fr. ex : $1\text{€} = 1\text{\$}$. On a vendu 120, ils ont donné 100 : on a reçu 20€ de plus. Le pays a 20\$ de plus de réserves de change. Si balance positive, on a gagné de l'argent du reste du monde.

1.4.2. Justifications

Une balance des paiements globale déséquilibrée engendre donc une variation des réserves de change. A long terme, en cas de déficit de la balance des paiements globale, le problème est que les réserves de change ne sont pas inépuisables. Il est donc nécessaire d'avoir sur le long terme une balance des paiements globale en équilibre.

La balance des paiements courants doit également être équilibrée car une balance des paiements courants négative compensée par une balance des capitaux positive ne fait que décaler dans le temps le problème. En effet, les capitaux empruntés à l'étranger devront, tôt ou tard être remboursés. La balance doit être égale à 0.

Remarque : L'excédent commercial se fait à l'encontre d'autres pays (déficit ailleurs).

1.4.3. Limite

Cette contrainte ne joue vraiment que dans le long terme.

Quelques chiffres sur les 4 objectifs économiques

Statistiques pour la France : 1961 – 2007

- Croissance : 5,6% de croissance par an dans les années 60. 2% de croissance par an jusqu'en 2007.
- Chômage : 1,8% dans les années 1960. Chômage de masse depuis 1984 (entre 8 et 11% de chômage).
- Inflation : en Fr, depuis les 80's : inflation à 2%.
- Balance des paiements courants : décennie 1980 : balance déficitaire.

2012 – 2019 :

Après la crise financière, croissance faible.

Déficit de la balance commerciale en France.

Chapitre 2 : La politique budgétaire

Introduction :

Une politique budgétaire est une politique économique qui agit sur le budget de l'Etat, c'est-à-dire sur les dépenses de l'Etat soit sur les recettes de l'Etat. L'augmentation des dépenses publiques ou la baisse des recettes publiques sont des politiques budgétaires expansionnistes et l'inverse est une politique budgétaire restrictive.

Solde public de l'Etat = recettes publiques – dépenses publiques

→ Excédent ou déficit selon un solde positif ou négatif.

Jusqu'au début des années 1930, il y avait un quasi-consensus parmi les économistes sur le fait qu'un déficit public était le signe d'une mauvaise gestion des fonds publics. La crise économique des années 1930 et les moyens adoptés pour la résorber ont modifié cette perception de 2 façons :

- D'une part, **les gouvernements qui ont tenté de réduire le déficit public creusé par la crise** (du fait de la baisse des recettes publiques) **n'ont fait qu'aggraver la crise**. En effet, ces gouvernements, en réduisant les dépenses publiques ou en augmentant les impôts ont réduit la demande globale alors qu'il s'agissait a priori d'une crise liée à l'insuffisance de la demande.
- D'autre part, **l'application des théories keynésiennes** c'est-à-dire l'utilisation du déficit public pour relancer l'activité dans des pays comme les Etats-Unis ou l'Allemagne nazie, **a été perçue comme un succès** avec une réduction du chômage et une relance de l'activité.

Les USA ont fait une politique de grands travaux et l'Etat a également distribué des allocations (assurance chômage et maladie). Aux USA, la première année de déficit public au niveau fédéral est 1931. Dès 1932, le déficit public représentait 4,8% du PIB. Le New Deal a été un demi-succès.

Allemagne nazie : politique de réarmement massif. En 1938, l'Allemagne consacrait 28,2% du PIB aux dépenses militaires.

2 digressions par rapport à l'hist éco :

- Il y a un cliché courant : **seules les éco fascistes (All et Italie) ont réussi à surmonter la dépression des années 1930**. Vrai ou faux ?
Ce qui est **VRAI** -> L'All nazie a connu de très bonnes performances économiques durant cette période (de 1929 à 1938, le taux de croissance annuel en moyenne était de 4,2%) **MAIS**
 - L'Allemagne partait de bas en 1929
 - Le redéploiement de l'éco allemande en une économie militaire a certes fait baisser le chômage mais au prix d'une forte baisse des salaires réels. Les salaires réels ont baissé de 13% entre 1932 et 1937.
 - Les autres économies fascistes n'ont pas aussi bien réussi. Sur la même période : Italie : 0,7% ; Portugal : 1% par an ; R-U : 1,5% par an ; Suède : 2,2% par an.
- Cliché de l'hist de la pensée économique : **Keynes serait de gauche et les libéraux seraient de droite**. C'est un peu + compliqué. Krugman : « Keynes n'était pas socialiste, pas même de gauche. » Grand ouvrage de Keynes : *Théorie générale* de 1936. En 1936, le livre est sorti dans différentes langues dont en allemand (il a tenu à préfacer lui-même cette édition en allemand) : il dit que ses idées sont mieux adaptées pour un régime totalitaire.

2.1. L'efficacité de la politique budgétaire

2.1.1. Le mécanisme du multiplicateur keynésien

Considérons une économie ouverte.

Y : PIB

C : consommation. $C = C_0 + c \cdot Y^d$ avec $C_0 > 0$ et $0 < c < 1$

T : impôts. $T = T_0 + tY$ avec $0 < t < 1$

Y^d : revenu disponible. $Y^d = Y - T$

I : investissement. $I = I_0$

G : dépenses publiques. $G = G_0$

X : exportations. $X = X_0$

Z : importations. $Z = Z_0 + zY^d$ avec $Z_0 > 0$ et $0 < z < 1$

Le mécanisme du multiplicateur keynésien.

L'offre de biens = demande de biens à l'équilibre.

$$Y + Z = C + I + G + X$$

Offre = demande

$$Y = C + I + G + (X - Z)$$

Le multiplicateur $m = 1 / [1 - (c - z)(1 - t)]$

Quand G augmente de 1€, m = le nombre d'€ d'augmentation du PIB.

Exemple numérique : $c = 0,7$ $z = 0,4$ $t = 0,2$

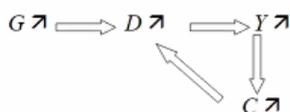
Alors $m = 1,32$

→ Quand l'Etat augmente de 100€ les dépenses publiques, le PIB augmente de 132€.

Cours du 13 octobre

2 conclusions importantes :

- Le **mécanisme du multiplicateur** montre l'efficacité de la politique budgétaire.



Commenté [BC1]: Index :
G = dépenses publiques
D = demande globale
Y = revenus
C = consommation

Augmentation des dépenses publiques provoque une hausse des revenus. Cela **légitime** une intervention de l'Etat. L'activité éco peut être favorisée par l'Etat. Quand on augmente les dépenses publiques, la demande dans le pays augmente, le revenu Y va augmenter. Si G augmente de 100, D augmente de 100, Y augmente de 100.

La consommation des gens dépend du revenu. Le multiplicateur keynésien légitime l'intervention de l'Etat dans l'économie.

- **Le multiplicateur est moins élevé quand il y a des fuites** qui réduisent la part du revenu consacrée à la conso nationale. Ces fuites prennent la forme d'importation ou d'impôt. Ex : Si la consommation augmente mais qu'en réalité, on achète que des jouets chinois, on n'augmente pas le revenu Y français. **L'effet du multiplicateur est d'autant plus important que le pays est fermé.**

2.1.2. Les limites de la politique budgétaire : les effets d'éviction

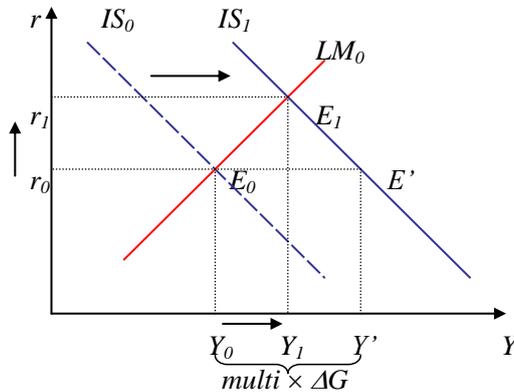
Nous allons voir les limites majeures. Ces effets réduisent, voire anéantissent l'efficacité de la politique budgétaire.

a. L'effet d'éviction par le taux d'intérêt

Augmentation de G -> augmentation de r -> baisse de I -> baisse de D -> baisse de Y

Quand les G augmentent, le taux d'intérêt augmente, ce qui provoque une baisse de l'investissement et donc la demande baisse et le revenu baisse. Cet **effet d'éviction est le plus connu** et celui qui est présent dans le modèle IS-LM.

Graphique :



LM : courbe croissante, courbe sur laquelle on est à l'équilibre sur le marché de la monnaie.

IS : équilibre sur le marché des biens.

Commenté [BC2]: Index :
I = investissement

Commenté [BC3]: J'ai pris le graphique de l'an dernier et j'ai donc adapté les noms de points avec comme base ce graphique-ci.

Equilibre initial de l'économie : c'est l'intersection entre IS0 et LM0. **Initialement, l'économie est à un niveau de PIB Y_0 et un taux d'intérêt r_0 .**

Quelqu'un veut augmenter les dépenses publiques (**po budg expansionniste**). IS se déplace de IS1 à IS2. Si le taux d'intérêt ne bougeait pas, on passerait du point E_0 au point E' et on aurait Y_0 vers Y' . -> **c'est l'effet multiplicateur.**

Mais problème : l'équilibre final de l'économie est le point E_1 (intersection entre la nouvelle courbe IS et la courbe LM). $Y_1 ; r_1$: coordonnées du nouveau point d'intersection. Cela provoque une **hausse du taux d'intérêt.**

Quand l'E augmente ses dépenses, le taux d'intérêt augmente -> effet d'éviction. On passe de Y' à Y_1 . L'effet multiplicateur est en partie réduit par l'effet d'éviction du taux d'intérêt.

L'effet d'éviction par le taux d'intérêt : une partie de l'investissement est évincée par la demande publique.

b. L'effet d'éviction par le rationnement des fonds prêtables

Dans le cas où les capacités de financement sont limitées dans l'économie, une augmentation des emprunts publics implique automatiquement une **ponction sur les fonds prêtables destinés au secteur privé**. Si les dépenses publiques (G) augmentent, les emprunts publics augmentent, il y aura moins d'argent destiné au secteur privé. Baisse de I, baisse de D et donc baisse de Y.

Schéma : Augmentation de G -> augmentation d'emprunts publics -> baisse des fonds prêtables destinés au secteur privé -> baisse de I -> baisse de D -> baisse de Y.

Cet effet d'éviction complète l'effet d'éviction par le taux d'intérêt. L'effet d'éviction par le rationnement des fonds prêtables transite par la quantité de crédit, tandis que l'effet d'éviction par le taux d'intérêt transite par le coût du crédit.

Cet effet est d'autant moins important que le pays est ouvert !

Ex : en France : pas de capacité de financement limitée : on va dans un autre pays comme l'Allemagne et on fait un prêt.

c. L'effet d'éviction intertemporelle / l'effet d'équivalence ricardienne

L'argument développé ici est généralement attribué à l'économiste **David Ricardo** en 1817, sachant qu'on trouve déjà des éléments auparavant, notamment dans un texte de Mirabeau en 1787. Cet argument a été formalisé et développé par Robert Barro dans les années 1970.

L'effet s'énonce de la façon suivante : lorsque l'Etat finance une baisse des impôts ou une hausse des dépenses publiques par le déficit public, **les ménages anticipent une hausse des impôts futurs et réduisent alors leur consommation.** Par conséquent, la baisse des impôts ou la hausse des dépenses publiques n'a aucun effet sur le PIB.

Le **principe de l'équivalence ricardienne** est donc le suivant : **pour une politique budgétaire donnée, il y a équivalence entre un financement par impôt aujourd'hui et un financement par emprunt** (par impôt demain). L'implication directe de ce principe est la neutralité des déficits publics, c'est-à-dire une éviction intertemporelle totale.

Augmentation de G -> augmentation impôts demain -> baisse de C égale à l'augmentation de G -> D ne change pas, reste constante. Il n'y a aucun effet du déficit public.

L'effet d'éviction le plus fort.

L'équivalence ricardienne repose sur 2 hypothèses fortes :

- Les agents économiques effectuent des anticipations rationnelles. Ils intègrent parfaitement le fait que les déficits publics d'aujourd'hui sont les impôts de demain.
- L'horizon temporel des contribuables est infini. Pour qu'un impôt immédiat et un emprunt qui implique des impôts futurs soit rationnellement perçu comme équivalent, il faut que l'agent économique paie effectivement ses impôts futurs. Si ce n'est pas le cas et que par exemple l'agent économique pense que les impôts seront prélevés après sa mort, il préfère l'emprunt à un impôt immédiat et donc l'équivalence ricardienne ne tient plus. Donc pour que cela fonctionne, il faut que l'horizon temporel des contribuables soit le même que celui de l'Etat donc infini.

Barro a une réponse : Les générations sont solidaires et les parents d'aujourd'hui intègrent le bien-être des générations futures dans leur raisonnement.

Sur un plan empirique, la plupart des études rejettent l'idée d'une équivalence ricardienne totale. On observe cependant des effets ricardiens qui réduisent l'efficacité de la politique budgétaire. Le meilleur argument contre l'équivalence ricardienne a été donnée par un économiste libéral James Buchanan : « Les faits ne vérifient pas du tout l'équivalence ricardienne et la dette n'aurait aucune raison d'être si elle était équivalente à l'impôt. »

d. L'effet d'éviction par l'inflation

Cet effet n'est présent qu'en cas de plein emploi. Cet effet repose sur le fait que si la demande globale augmente alors que l'offre globale ne peut pas augmenter. Le seul effet d'une politique budgétaire expansionniste sera alors une augmentation des prix qui engendrera une baisse de la demande globale.

Augmentation de G -> augmentation de l'inflation -> baisse de la demande -> Y ou PIB va baisser.

e. L'effet d'éviction externe

Le modèle Mundell-Fleming avec changes flexibles : modèle IS-LM en économie ouverte.

Augmentation G -> augmentation r -> $r > r^*$ -> entrées de capitaux -> appréciation de la monnaie domestique -> perte de compétitivité -> baisse de X -> baisse de D -> baisse de Y

Etoile : ce qui se passe à l'étranger.

Au début, même taux d'intérêt puis taux d'intérêt français augmente par rapport à celui de l'étranger. Donc entrées de capitaux MAIS on fait monter la monnaie domestique. La monnaie domestique s'apprécie. MAIS le pays devient - compétitif. Les biens français couteront plus cher que les biens américains par ex. DONC moins d'exportations, baisse de la demande et baisse du revenu.

Keynes : « Les périodes d'expansion, et non pas de récession, sont les bonnes pour l'austérité ». -> quand ça va bien, il faut faire de l'austérité.

2.1.3. Les propositions libérales

Commenté [BC4]: Index :
Taux d'intérêt = r
Taux d'intérêt à l'étranger : r^*
Exportations = X

Certains économistes néo-classiques ont proposé des politiques budgétaires restrictives en insistant sur les effets positifs de telles politiques.

a. La courbe de Laffer

L'argumentation d'Arthur Laffer se résume dans la fameuse phrase : « Trop d'impôts, tue l'impôt ». Cette idée repose sur le fait que des taux d'imposition élevés peuvent réduire les recettes fiscales à travers les mécanismes suivants :

- Cela provoque une baisse du travail.
- Cela peut provoquer une réduction de la consommation des biens taxés.
- Augmentation de la fraude.
- L'exil fiscal -> c'est une perte pour l'Etat. Par ex, on va travailler en Allemagne.

Graphique (je le rajouterais) :

Abscisse : taux de pression fiscale.

Ordonnée : recettes fiscales.

T* : taux d'imposition optimal. Si l'Etat se met à trop imposer, les recettes fiscales vont baisser.

Q : combien est t* ?

Si on est à t2, po budg restrictive (baisser les impôts) car on va augmenter les recettes fiscales.